



Dossier

L'agriculture française vitale pendant la crise du coronavirus et indispensable pour l'avenir

Pendant la douloureuse période du confinement, les agriculteurs ont incontestablement marqué des points, assurant, sans faille, l'approvisionnement alimentaire des Français. Peuvent-ils espérer, en retour, une relâche de l'agribashing, ce dénigrement permanent, qui les exaspère et les démoralise ? Pour ce qui concerne les plus activistes de ces détracteurs, la réponse est non. À tel point que les attaques n'ont même pas cessé durant la crise, sur la base d'accusations particulièrement fallacieuses. Pour autant, la France a ainsi redécouvert l'enjeu stratégique que représente la sécurité de son approvisionnement alimentaire. Bonne opportunité pour convaincre les Français de bonne foi - et ils sont largement majoritaires - que cette reconquête de notre autosuffisance nécessite un allègement des boulets réglementaires qui entravent la compétitivité de notre agriculture.

Pas une semaine, pas une journée sans doute, sans qu'une nouvelle dépêche de presse, émission de radio ou de télé, tweet viral, etc., n'attaque l'agriculture française, qu'il s'agisse de résidus "cancérogènes" dans les aliments, d'atteintes à la biodiversité, de maltraitance animale, ou de pratiques favorisant le réchauffement climatique... Sans oublier les actions violentes,

atteintes physiques, dégradations de matériels, incendies volontaires, abattages d'animaux, arrachages de plants... Certes, ces excès semblent correctement réprimés par la justice - quand leurs auteurs sont identifiés - et sont condamnés par les ONG, même si ce sont elles qui les ont inspirés, en chauffant les esprits fragiles par leurs incessants matraquages.

Ce pilonnage quotidien a pris une telle ampleur qu'on lui a même trouvé un nom. L'agribashing est désormais évoqué à tout bout de champ, au point que ce terme est, lui-même, devenu l'objet de virulentes polémiques (cf. encadré ci-dessous). En fait, peu importe le vocabulaire. C'est le dénigrement permanent de leurs activités qui sape le moral des agriculteurs, provoquant colère et désespoir. Certes, les suicides d'agriculteurs tiennent davantage à leurs difficultés financières. Mais ce climat de reproches incessants contribue aussi lourdement à leur mal-être. Surtout quand les critiques proviennent de leurs propres familles, situation de plus en plus fréquente.

Et pourtant, les enquêtes sont sans équivoque : les Français ont une bonne opinion de leurs agriculteurs, et depuis longtemps, donc bien avant la crise du coronavirus. C'est ainsi que 72 % des consommateurs "font confiance" aux agriculteurs français (Ifop), tandis que ces derniers inspirent "une bonne opinion" à 88 % des enquêtés (Odoxa) (cf. encadré page 11).



Les français ont majoritairement "une bonne opinion" des agriculteurs français (Odoxa).

Agribashing

Agribashing : une guerre des mots qui masque le débat concret ?

C'est en 2016 que cet anglicisme apparaît en France, seul pays où il soit utilisé, pour désigner le dénigrement systématique de l'agriculture conventionnelle et des agriculteurs qui la pratiquent. Lancé par des défenseurs de cette agriculture, le terme a été progressivement repris par les organisations agricoles, dont la FNSEA, syndicat majoritaire, puis par le monde politique, jusqu'à ses plus hautes sphères, y compris le Président de la République. Bien entendu, les ONG critiquant l'agriculture productive, et qui contribuent donc à l'agribashing,

contestent vigoureusement cette terminologie, accusant ses utilisateurs, tout particulièrement la FNSEA, de la brandir comme un fer de lance, contre ses opposants. La FNSEA se cache derrière cet épouvantail, pour éluder l'indispensable débat sur l'évolution de son modèle, accuse en substance Générations Futures. Et cette guerre des mots est montée d'un cran, quand le Gouvernement a créé, en octobre 2019, la cellule Déméter, aboutissant à la mise en place d'une convention de partenariat entre le Ministère de l'Intérieur (Gendarmerie), la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs pour suivre les atteintes au monde agricole : cambriolages, vols, dégradations, mais aussi, de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole. François Veillerette, directeur de Générations Futures, est aussitôt monté au créneau pour dénoncer cette insupportable atteinte à la liberté d'expression. De fait, les ONG en guerre contre l'agriculture productive semblent malheureusement avoir réussi à renvoyer le boomerang vers la FNSEA, acculant le syndicat dans



une position de "communication victimaire et corporatiste, peu favorable au dialogue", selon l'expression de Rémi Mer, consultant en communication du monde agricole. Au final, ce terme d'agribashing est-il pertinent ? Plutôt que de se limiter à une guerre des mots, serait-il plus efficace d'argumenter concrètement sur chacune des critiques assénées par les ONG anti-agricoles. Mais bien entendu, même si l'on limite l'usage du terme agribashing, cela n'enlève rien au sentiment d'agression permanente que subissent les agriculteurs français.

Indépendamment du coronavirus, les Français aiment leurs agriculteurs !

Curieux paradoxe, mais observé depuis longtemps : en dépit des critiques incessantes qui minent leur moral, les agriculteurs français sont globalement bien appréciés par l'opinion publique nationale. Les sondages d'opinion le démontrent régulièrement, notamment le "Baromètre d'image des agriculteurs" réalisé chaque année par l'Ifop, pour le compte du journal Dimanche Ouest

France. La version 2020 de cette enquête a été publiée en février dernier, donc avant la crise sanitaire. C'est un travail rigoureux, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1 001 Français de plus de 18 ans, de toutes régions, sélectionnés selon la méthode des quotas. On peut même préciser que les sondés ont été questionnés les 11 et 12 février, donc avant le Salon parisien de l'Agriculture, qui génère chaque année la grande semaine de bonté en faveur de l'agriculture, celle où la quasi-totalité des médias s'abstiennent de leurs critiques habituellement

récurrentes...

C'est ainsi qu'en février 2020, 72 % des consommateurs français font confiance aux agriculteurs français, tandis que 64 % pensent que les agriculteurs sont respectueux de leur santé, 55 % de l'environnement, et que 68 % d'entre eux sont reconnus soucieux du bien-être animal. En outre, les agriculteurs sont modernes pour 64 % des Français, et compétitifs pour 54 %. Tandis que seulement 34 % les considèrent comme assistés, 20 % égoïstes et 13 % violents. Avec des fluctuations annuelles, liées aux "crises" alimentaires, les opinions varient finalement assez peu sur le long



terme. En 2014, suite au scandale de la viande de cheval frauduleuse, les opinions favorables avaient marqué un net recul, appréciations qui se sont ensuite redressées, à partir de 2018. Alors qu'on était en pleine explosion de l'agribashing...

Certes, le baromètre Ifop-Ouest

France comporte une question sur l'environnement, mais il n'aborde pas frontalement la question des pesticides. C'est pourtant là que le bât blesse, comme le montre un autre sondage, celui d'Odoxa Consulting (pour France-Info et Le Figaro), réalisé à la même période (février 2020), auprès d'un échantillon représentatif de 1 005 Français de plus de 18 ans. Si, selon cette enquête, les Français sont encore plus favorables aux agriculteurs (88 % des Français ont "une bonne opinion" des agriculteurs, que le sondeur qualifie même de "choux-choux" des Français !), ils sont néanmoins 44 % à les considérer comme "pollueurs". En outre, 88 % des enquêtés estiment que l'agriculture française doit plutôt parier sur "de petites exploitations qui privilégient la qualité des produits", que sur "de grandes exploitations qui privilégient la quantité pour rester compétitives."

Autrement dit, les Français aiment leurs agriculteurs, en souhaitant quand même qu'ils pratiquent une agriculture telle qu'ils la conceptualisent...

Reste, enfin, une question : l'implication exemplaire des agriculteurs face à la crise du coronavirus aura-t-elle encore des effets positifs sur les scores d'opinion de ces mêmes enquêtes, en février 2021 ?

Comment expliquer un tel paradoxe ? L'approfondissement des sondages fait apparaître la relative fragilité de cette bienveillance spontanée. De fait, l'image des agriculteurs se ternit dès que l'on aborde la question qui fâche, celle des pesticides. Plus globalement, ce qu'aiment les citadins, c'est une agriculture telle qu'ils la rêvent (petites exploitations, tournées vers les marchés de proximité), loin des réalités du métier, dans le contexte d'une incontournable concurrence internationale. Pour autant - et on y reviendra -, il ressort de ces enquêtes d'opinion que les agriculteurs français conservent un solide capital de sympathie auprès d'une majorité des Français, en dépit de la virulence de l'agribashing, dont seule une petite minorité

de nos concitoyens est activement partie prenante.

Les ONG exploitent à leur profit les peurs de la société civile

D'où vient, en effet, cet acharnement contre l'agriculture dite conventionnelle ? Clairement, une petite poignée d'organisations non gouvernementales (ONG) dites écologistes, s'est spécialisée dans "ce combat", parmi lesquelles Générations Futures qui tient actuellement le haut du pavé. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas vraiment de défendre l'écologie ou le climat, ni, d'ailleurs, d'anéantir l'agriculture. Non, ces ONG veulent, avant tout, renforcer leur propre notoriété, afin d'accroître leurs ressources financières,

et donc leur puissance. Ambition réussie, quand on constate qu'à chaque nouvelle "révélation" relative aux pesticides, c'est François Veillerette que l'on entend et voit pérorer sur les radios et les télévisions françaises, comme s'il était LE spécialiste national des produits phytosanitaires... La stratégie de ces ONG est donc d'identifier des sujets anxigènes, et de surfer ainsi sur les peurs, faciles à réveiller dans nos sociétés de plus en plus sécuritaires. Au filon des OGM, à la "grande époque" des Faucheurs volontaires et de Greenpeace, a succédé la diabolisation de Monsanto. Puis, ces veines s'épuisant, on en revient aux pesticides, en exacerbant leurs effets sur les cancers, et en les accusant de favoriser le réchauffement climatique.



"J'espère que beaucoup de nos concitoyens auront été réconciliés avec ce beau métier de nourrir la nation".

Sans oublier la découverte récente d'une nouvelle mine particulièrement prometteuse, celle du respect de la condition animale, qui permet à l'association L214 de critiquer les conditions d'élevage et d'abattage, et d'encenser le véganisme.

Alors même qu'au niveau mondial, aucune étude scientifique n'a démontré que l'abandon généralisé de l'élevage qu'ils veulent imposer apporterait un réel bienfait pour le climat de la planète.

Certes, la critique des pesticides ne date pas de Générations Futures : dès 1962, l'Américaine Rachel Carson jetait dans la mare son Printemps silencieux, livre alarmiste qui, déjà à l'époque, avait suscité d'intenses débats. Mais, en ces temps-là, les scientifiques argumentaient, et les pouvoirs publics les suivaient. Aujourd'hui, au contraire, les chercheurs se cachent derrière leurs incertitudes¹, et nos dirigeants se sentent obligés d'aller dans le sens de l'opinion publique, elle-même conditionnée par les ONG. Il ne manquait plus que les médias grand public, tout particulièrement l'émission Cash Investigation, pour surfer à son tour, de façon honteusement partielle, sur ces thèmes aussi anxiogènes que générateurs d'audience. Rien d'étonnant, donc, à ce que le matraquage des ONG gangrène progressivement l'esprit des Français, à commencer par "l'intelligentia" parisienne - les écolos-bobos, pour le dire autrement -, incluant bon nombre de nos dirigeants. Certes, les Français aiment leurs agriculteurs. Mais un sondage révélerait sans doute une écrasante approbation de la nécessité d'un changement de modèle. Slogan particulièrement creux,

laissant accroire qu'il n'y aurait que deux modèles d'agriculteurs, les bios et... tous les autres ! Et quand on interpelle sur cette contradiction, entre la sympathie pour les agriculteurs, et le rejet de leurs pratiques, on déclenche une réponse paternaliste, pour ne pas dire condescendante : « les pauvres, "ON" les a tellement "addictés" aux pesticides, qu'il faut bien leur laisser le temps de s'adapter... »

"La ferme France a tenu"

La crise du coronavirus va-t-elle permettre d'enrayer cette inquiétante dégradation des rapports entre les Français et leur agriculture ? De toute évidence, les agriculteurs français le mériteraient, tant a été exemplaire le comportement de toute le secteur agroalimentaire, pendant ces semaines de confinement. "Merci à la ferme France. Elle a tenu. On peut en être fier" a lui-même souligné le Président de la République, lors de sa visite d'une serre industrielle bretonne de production de tomates, le 22 avril dernier.

Aux tout premiers jours du confinement, les consommateurs ont trouvé quelques rayons vides dans les grandes surfaces, devenues, du jour au lendemain, les fournisseurs quasi exclusifs de notre alimentation. Mais tout est rentré dans l'ordre très rapidement. Certes, les matières premières étaient disponibles, mais il fallait revoir toute la chaîne d'approvisionnement, sachant, par exemple, que les conditionnements demandés par la grande distribution ne sont pas ceux destinés à Rungis. Producteurs, grossistes, fournisseurs

d'emballages, transporteurs, distributeurs, etc. ont fait preuve d'une adaptabilité impressionnante, tant par leur rapidité que par leur efficacité. Les opérateurs n'ont même pas pris le temps de négocier au préalable la répartition des surcoûts, privilégiant l'approvisionnement immédiat. La quasi-totalité des transformateurs sont restés opérationnels, notamment les abattoirs², dont certains employés ont été touchés par le virus. Après coup, cela paraît simple et évident. Pour autant, hormis les services médicaux dédiés au Covid-19, peu d'autres branches d'activité ont fait preuve d'un engagement aussi généralisé.

Quant aux agriculteurs eux-mêmes, ils ont réalisé leurs travaux de printemps, tout particulièrement les semis, presque comme si de rien n'était, évidemment grâce à l'engagement de leurs fournisseurs. Certes, ils jouaient leur campagne, c'était leur intérêt direct de semer. N'empêche qu'ils auraient pu lever le pied et... demander des aides ! Les plus pénalisés semblent avoir été les horticulteurs et les maraîchers, notamment les producteurs de fraises et d'asperges, qui ont manqué, à la fois, de main d'œuvre pour récolter et de débouchés, dans la mesure où les consommateurs ont réduit leurs achats d'aliments "de luxe", tout au moins dans les premiers temps du confinement. Enfin, il faut encore souligner l'extraordinaire engagement des producteurs pour développer la vente directe et les livraisons à domicile, en légumes, fruits, fromages, viandes..., privilégiant la satisfaction des consommateurs, à la rentabilité de ces services, coûteux et dévoreurs de temps...

¹ À l'exception notable du directeur de l'Anses, qui a publié des positions courageuses, notamment sur le glyphosate. Lesquelles ne sont malheureusement guère reprises par les médias grand public.

² Aux Etats-Unis, certains abattoirs ont fermé, provoquant des pénuries locales de viande, et pénalisant les éleveurs, surtout les producteurs de porcs, obligés de garder leurs animaux.



Les producteurs de fraises et d'asperges ont été sans doute les plus impactés par la crise liée au Covid-19.



L'agribashing ne désarme pas, même s'il se ridiculise !

Ces efforts et cet engagement des agriculteurs pendant la crise du Covid-19, les Français les reconnaissent clairement : un sondage réalisé à la fin du confinement leur donnerait certainement une très bonne note ! Globalement, on note une nouvelle progression des achats de produits d'origine française. La tendance existait déjà avant la pandémie, qui l'a donc amplifiée. Mais, au-delà de cet acquis, que restera-t-il de positif pour les agriculteurs, d'ici quelques mois ? Une chose est sûre, les activistes de l'agribashing ne désarment pas. À tel point qu'ils sont restés très actifs pendant la crise elle-même, avec une rafale d'accusations, aussi fallacieuses que mal intentionnées. Cette pandémie serait due à la perte de biodiversité ont osé affirmer certains, alors même que le Covid-19 semble provenir d'espèces sauvages, chauve-souris et/ou pangolin... Origine qui ridiculise une autre mise en cause, celle des élevages industriels, dit "concentrationnaires"... Furieux d'un allègement provisoire des zones de non

traitements phytosanitaires à proximité des habitations, les environnementalistes sont allés jusqu'à plaider l'interdiction totale "des épandages", arguant que les gouttelettes de produits en suspension seraient porteuses de virus, donc source de contamination pour les riverains... Procès perdu, fort heureusement ! Enfin, pour sourire (jaune ?), voilà la télévision publique (France 2) qui vient nous expliquer que si les abeilles ont produit beaucoup de miel ce printemps, ce serait grâce à l'arrêt des activités agricoles lié au confinement ! Sans rectificatif, bien évidemment !

Une occasion unique d'entrouvrir les verrous qui pénalisent l'autosuffisance

Donc, ne rêvons pas, le comportement méritoire des agriculteurs pendant la crise n'apaisera en rien la virulence des activistes de l'agribashing. Le principe même de leur stratégie leur impose la mauvaise foi, dans la mesure où tout geste d'ouverture affaiblirait l'efficacité de leurs campagnes anxieuses.

En revanche, le monde agricole peut

certainement s'appuyer sur les Français fondamentalement bienveillants vis-à-vis des agriculteurs, qu'on sait largement majoritaires dans la société civile. C'est l'occasion rêvée de faire passer des messages, avec une bonne chance de meilleure écoute. Inutile d'affronter les "agribashers" bille en tête. Mais le public devrait se révéler plus réceptif aux messages raisonnés, démontant calmement leurs mensonges.

À l'occasion de la pandémie, une idée s'est largement répandue, celle d'un redressement de l'autosuffisance française. Le thème concerne d'abord le domaine de la santé, médicaments et équipements médicaux, mais on l'a aussi décliné vers l'agriculture, avec un excellent accueil médiatique, tant par le Gouvernement, que par les médias et les organisations agricoles. Voilà donc conforté le principe d'une agriculture française de production, défendant sa place dans la compétition alimentaire mondiale, ringardisant de facto ceux qui auraient voulu cantonner nos agriculteurs à un rôle de jardiniers de la nature, tout juste bons à entretenir les paysages, et selon les utopies des Marie-Antoinette pour qui se prennent bon nombre de nos citoyens...

Améliorer notre autosuffisance, le thème n'est pas nouveau, au point qu'on ne peut pas espérer de révolution dans ce domaine : il n'y aura pas de baguette magique pour rendre rapidement nos protéagineux compétitifs vis-à-vis des sojas américains. Mais il n'empêche que si cette autosuffisance devient réellement un objectif gouvernemental, le monde agricole disposera d'un puissant levier pour défendre plus efficacement ses outils de compétitivité. Les boulets avec lesquels les pouvoirs publics entravent la ferme France sont bien connus : interdiction d'accès aux nouvelles méthodes de sélection variétale, suppression de molécules phytosanitaires encore utilisées dans d'autres pays européens, contraintes uniques au monde telles que les zones de non-traitement à proximité des habitations, impossibilité de créer des réserves d'irrigation, politiques trop favorables aux loups, coût excessif de la main d'œuvre temporaire, etc. Alléger ces verrous redresserait l'autosuffisance agro-alimentaire française beaucoup plus efficacement, que de coûteuses subventions.